



Comment lire ce document ?

Ce document présente la synthèse des principales données collectées auprès de 97 informateurs clés (IC), concernant la sous-préfecture de Ouanda Djallé, durant l'évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) 2022. Les entretiens se sont déroulés entre le 14 et 20 septembre depuis la sous-préfecture de Birao. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités sur les axes évalués. Les indicateurs se réfèrent à la période des 30 jours précédant la collecte, sauf indication contraire. Pour plus d'information, voir la [méthodologie](#).

Couverture

Couverture géographique :

Localités évaluées : **4/7¹**

Type d'informateurs clés (IC) :

- Résidents dans la localité **63**

- Visiteurs récents dans la localité **34**

Nombre total d'entretiens **97**

CONTEXTE

Depuis 2013 et le début de la crise prolongée que connaît la République centrafricaine, l'accès des acteurs humanitaires dans plusieurs zones du pays se révèle particulièrement complexe, en raison de contraintes logistiques et/ou sécuritaires. Cela se traduit notamment par un déficit important d'informations relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones².

Afin d'informer la communauté humanitaire, en contribuant notamment à l'Aperçu des besoins humanitaires (Humanitarian Needs Overview 2023), REACH a conduit une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) au niveau national pour la quatrième année consécutive. Cette étude a été mandatée par le groupe de coordination inter-cluster (ICCG), avalisée par l'équipe humanitaire pays (HCT) et a été réalisée en coordination et collaboration avec le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), en particulier pour la définition des indicateurs en lien avec le Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF).

Pour les zones difficiles d'accès, REACH a mis en oeuvre la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » afin de collecter des informations sur la situation humanitaire dans les sous-préfectures où les acteurs humanitaires n'ont pas accès pour des raisons sécuritaires ou logistiques.

Démographie

Les résultats de l'analyse indiquent aucune présence de populations soit déplacées soit retournées/rapatriées dans toutes les localités évaluées. Dans toutes les localités évaluées, la totalité de la population appartient à la population hôte, selon les informateurs clés.

Nombre de localités évaluées où la présence de personnes déplacées a été rapportée :

En famille d'accueil		En site
0/4	Oui	0/4
4/4	Non	4/4
0/4	Aucun consensus ³	0/4

Nombre de localités évaluées où la présence de personnes retournées ou rapatriés a été rapportée :

Retournés		Rapatriés
0/4	Oui	0/4
4/4	Non	4/4
0/4	Aucun consensus	0/4

Carte 1 : localités évaluées où la présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées a été rapportée :



Présence de personnes déplacées internes (PDI) et/ou retournées dans les localités évaluées

- Localité évaluée
- Localité non-évaluée
- 🏠 Retournés
- 🏠 PDI en famille d'accueil
- 🏠 PDI en site

¹ Selon la base de données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), disponible sur [Humanitarian Data Exchange \(HDX\)](#).

² [Aperçu des besoins humanitaires, République centrafricaine, 2022 \(HNO\)](#).

³ Dans les cas où les IC donnent des réponses divergentes sur une même localité, et où les critères d'agrégation des données ne suffisent pas pour déterminer une réponse unique, la mention "Aucun consensus" est utilisée.

Dans toutes les localités évaluées, il a été rapporté que la population hôte a été affectée par le conflit armé. Ce choc sécuritaire indique un besoin pour des interventions en protection.

Nombre de localités évaluées par présence d'un choc affectant la population :

Oui **4/4**

Nombre de localités évaluées par type de choc affectant la population :

Conflit armé **4/4**



PROTECTION

Les résultats indicatifs suivants renforcent des besoins possibles pour des interventions en protection pour les adultes tant que les enfants : Comme au moins un choc sécuritaire a été déjà observé dans Ouanda Djallé, toutes les localités ont subi un incident sécuritaire, selon les informateurs clés. Il a été rapporté que la sécurité des adultes et enfants reste une préoccupation. De plus, la présence d'enfants séparés de leurs familles a été rapportée dans toutes les localités évaluées. Les raisons sécuritaires les plus données pour leur séparation sont qu'ils ont quitté la maison à cause de l'insécurité ou pour s'engager avec l'armée ou un groupe armé.

Nombre de localités évaluées où au moins un habitant a subi un incident sécuritaire :

Oui

4/4

Des **restrictions de mouvements** ont été rapporté dans **toutes** les localités évaluées.

Nombre de localités évaluées où la sécurité des adultes et des enfants est une préoccupation :

Sécurité des adultes

Sécurité des enfants

4/4

4/4

Nombre de localités évaluées par type de risque le plus fréquemment rapporté, par sexe et par âge :

(Question à choix multiple)

Hommes	Aucun consensus	4/4
Femmes	Violence sexuelle / Violence physique	1/4
Garçons (< 18ans)	Pillage / Meurtre	1/4
Filles (<18 ans)	Aucun consensus	4/4

La présence de **mineurs séparés** du ménage de leurs parents a été rapportée dans **toutes** les localités évaluées.

Nombre de localités évaluées où au moins un enfant (moins de 18 ans) était rapporté comme séparé du ménage de ses parents, par raison de séparation proposée :

(Question à choix multiple)

A quitté la maison pour rejoindre d'autres membres de la famille	4/4
Enfant disparu	4/4
A quitté la maison pour étudier	4/4
A été kidnappé ou enlevé	4/4
Impossibilité financière de prendre en charge l'enfant	4/4
S'est marié et a donc quitté la maison	4/4
A quitté la maison pour chercher du travail ou pour travailler	4/4
A quitté la maison à cause de l'insécurité dans la zone	4/4
S'est perdu pendant les déplacements	4/4
A quitté la maison pour s'engager avec l'armée ou un groupe armé	3/4
Est détenu, arrêté	3/4



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En termes de sécurité alimentaire, les informateurs clés ont indiqué que la population a besoin d'accès à la nourriture. Dans presque toutes les localités (3/4), moins de la moitié de la population ne peuvent pas accéder à suffisamment de nourriture, selon les informateurs clés. **Ceux qui empêchent encore cet accès sont l'absence des marchés à proximité et les prix élevés.** Il a été rapporté que la moitié de la population n'a pas accès à un marché fonctionnel à distance de marche dans la moitié des localités évaluées (2/4). De plus, les difficultés les plus rapportées concernant l'approvisionnement des marchés sont les prix élevés et la distance. **Les stratégies les plus rapportées pour s'adapter au manque de nourriture incluent emprunter de l'argent, retirer les enfants de l'école et vendre d'actifs non-productifs, tout ce qui signale une situation de stress ou crise pour les ménages par rapport à la sécurité alimentaire.**

Nombre de localités évaluées par proportion de la population rapportée d'avoir accès à suffisamment de nourriture :

Très peu (< 25%)	1/4
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	2/4
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	1/4
Une large majorité (> 75%)	0/4

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche :

Oui	2/4
Non	2/4

Les difficultés les plus couramment rapportées concernant les approvisionnements des marchés dans la sous-préfecture d'Ouanda Djallé était **les prix élevés et la distance** pour **2 sur 4** des localités évaluées.

STRATÉGIES D'ADAPTATION

Nombre de localités évaluées où il était rapporté l'utilisation d'une stratégie d'adaptation pour plus de la moitié de la population afin de pallier à un manque de nourriture, par type de stratégie proposé : (Question à choix multiple)

Emprunt d'argent	4/4	Retirer les enfants de l'école	4/4
Vente ou consommation de la dernière femelle d'un troupeau	3/4	Vente d'actifs non-productifs	4/4
Dépense de l'épargne	3/4	Faire travailler les enfants	4/4



MOYENS DE SUBSISTANCE

La population peut aussi avoir besoin d'aide avec les moyens de subsistance car les résultats signalent qu'ils ont des difficultés d'y accéder. Par exemple, l'agriculture est la source principale de revenu la plus rapportée dans toutes les localités. Cependant, le manque des semences / outils a été rapporté comme difficulté principale pour gagner la vie de l'agriculture dans presque toutes les localités évaluées (3/4). **D'ailleurs, pour aider à subvenir aux besoins de la famille, les enfants travaillent dans toutes les localités, selon les informateurs clés.**

Nombre de localités évaluées par revenu mensuel moyen estimé des ménages (en Franc CFA - XAF⁴) :

Moins de 10 000 XAF	0/4
Entre 10 001 et 30 000 XAF	2/4
Entre 30 001 et 50 000 XAF	1/4
Entre 50 001 et 100 000 XAF	1/4

Nombre de localités évaluées par 3 principales sources de revenu des ménages⁵ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Agriculture / maraîchage	4/4	0/4	0/4
Pêche / chasse / cueillette	0/4	4/4	0/4
Élevage	0/4	0/4	2/4

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées d'être rencontrées par les ménages lorsqu'ils pratiquent l'agriculture⁵ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de semences et/ou d'outils	3/4	1/4	0/4
Manque de moyens financiers	0/4	1/4	0/4
Problème lié à la transhumance	0/4	0/4	1/4
Aucun consensus	1/4	2/4	3/4

% de localités évaluées par proportion de ménages dont les enfants participent aux activités génératrices de revenu :

Très peu (< 25%)	1/4
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	2/4
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	1/4
Une large majorité (> 75%)	0/4

⁴ 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023)

⁵ Toutes les options ne sont pas incluses. Donc, les chiffres ne correspondent pas toujours au nombre total de localités.





EAU, HYGIÈNE & ASSAINISSEMENT

Les résultats indiquent que certaines localités dans Ouanda Djallé ont des difficultés d'accès à l'eau en termes de qualité et de quantité. Dans la moitié de localités évaluées (2/4), la majorité de la population utilise une source non-améliorée comme source principale et les ménages n'ont pas suffisamment d'eau pour couvrir leurs besoins, d'après les informateurs clés. **Selon l'information donnée par les informateurs clés, la population a aussi besoin des installations pour se laver.** Spécifiquement, il y avait 3 sur 4 localités évaluées, où il a été rapporté que moins de la moitié de la population n'avaient accès ni au savon ni aux dispositifs de lavage des mains.

Nombre de localités évaluées par principale source d'eau⁶ utilisée par la majorité de la population :

Source améliorée

2/4

Source non-améliorée

2/4

Nombre de localités évaluées par proportion de ménages ayant suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, nettoyer et se laver :

Très peu (< 25%)	1/4
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	1/4
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	1/4
Une large majorité (> 75%)	0/4
Totalité (100 %)	1/4

Dans **1 sur 4** des localités évaluées, le temps moyen rapporté pour se rendre à la source principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage était **supérieur à 30 minutes**.

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés pour les ménages d'accéder aux ressources en eau rapportées⁷ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Attente trop longue et/ou quantité insuffisante	1/4	2/4	0/4
Manque de récipients pour collecter l'eau	1/4	1/4	2/4
Point d'eau trop éloigné	1/4	0/4	0/4
Mauvaise qualité de l'eau	1/4	1/4	0/4
Aucun consensus	0/4	0/4	1/4

Nombre de localités évaluées où la pratique de la défécation à l'air libre par la majorité de la population a été rapportée :

Non **4/4**

Dans **aucune** de localités évaluées, l'utilisation de **latrines communautaires** à disposition de plusieurs ménages, utilisées par plus de 20 personnes, a été rapportée.

Il a été rapporté pour **3 sur 4** de localités évaluées que moins de la moitié de la population avait **accès à du savon**. Il a également été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à distance de marche à des **dispositifs de lavage des mains** dans **3 sur 4** de localités évaluées.



ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS (AME) & ABRI

Nombre de localités évaluées où il était rapporté que la majorité de la population dispose ou ne dispose pas des articles suivants, par raison : (AC : Aucun consensus)

	Introuvable	Trop cher	Dispose	AC
Lampe / torche solaire	0/4	0/4	4/4	0/4
Casserole et marmite	0/4	1/4	3/4	0/4
Savon de toilette	0/4	1/4	3/4	0/4
Bidon plastique 20L	2/4	2/4	0/4	0/4
Seau + couvercle 20L	0/4	2/4	0/4	1/4
Savon de lessive	0/4	0/4	4/4	0/4
Bassine	1/4	2/4	0/4	1/4
Couverture	0/4	2/4	2/4	0/4
Supports de couchage	0/4	2/4	1/4	1/4
Moustiquaire	1/4	1/4	1/4	1/4

L'habitat en paille est le principal type d'abris rapporté dans **toutes** les localités. Par ailleurs, pour **toutes** les localités évaluées, le principal type de toiture des habitations était une **toiture en paille**. La présence de personnes habitant dans des **abris inadéquats** (abri d'urgence, collectif, tente, sans abri) a été rapportée dans **aucune** des localités évaluées.

Nombre de localités évaluées par premier problème rapporté des abris face aux conditions extérieures :

Fuites en cas de pluies légères **4/4**

Nombre de localités évaluées par proportion de la population dont le foyer est partagé par plusieurs ménages :

Très peu (< 25%)	0/4
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	0/4
Plus de la moitié (entre 50% et 75%)	0/4
Une large majorité (> 75%)	2/4
Totalité (100%)	1/4
Aucun consensus	1/4

⁶ 1 EUR = 656 XAF, 1 USD = 616 XAF (Source: InforEuro. Date : janvier 2023)

⁷ Toutes les options ne sont pas incluses. Donc, les chiffres ne correspondent pas toujours au nombre total de localités.

Les articles ménagers essentiels restent plutôt disponibles, comme indiqué par les informateurs clés. Concernant les abris, il semble que la population a accès aux abris adéquats, mais qu'elle a peut-être besoin d'aide pour réparer leurs abris. Le principal problème rapporté des abris dans toutes les localités évaluées est la fuite en cas de pluies légères.

SANTÉ

Selon ce qui est indiqué par les résultats, certains ont des difficultés d'accéder aux services de santé, à cause de la distance aux installations sanitaires, de la qualité de soins et du coût de traitement. Dans la moitié de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne peut pas accéder aux services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche. Quelques difficultés rapportées en termes d'accès aux services de santé sont l'indisponibilité de médicaments, la distance aux infrastructures sanitaires et le coût élevé de traitement.

Nombre de localités évaluées par lieu d'accouchement de la majorité des femmes rapporté :

Maison	2/4
Formations sanitaires (FOSA)	2/4

Nombre de localités évaluées par les 3 principales raisons pour la majorité des femmes d'accoucher à domicile citées⁸ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Physiquement impossible pour les femmes de se rendre à la maternité ou au centre de santé	4/4	0/4	2/4
Soins trop chers	0/4	2/4	2/4
Manque de personnel	0/4	2/4	0/4

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de santé fonctionnels à moins d'une heure de marche :

Oui	2/4
Non	2/4

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge des services de santé⁸ :

	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Absence d'infrastructures à proximité	2/4	0/4	0/4
Manque de médicaments	2/4	1/4	1/4
Infrastructures sont trop éloignées	0/4	1/4	1/4
Aucun consensus	0/4	2/4	2/4

⁸ Toutes les options ne sont pas incluses. Donc, les chiffres ne correspondent pas toujours au nombre total de localités.



NUTRITION

Comme observé ci-dessus, certaines localités dans Ouanda Djallé peuvent avoir besoin du support en termes d'accès à la nourriture. Dans la moitié de localités évaluées, il a été rapporté que la majorité de la population ne peut pas accéder aux services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche. Cependant, les difficultés rapportées de bénéficier d'une prise en charge de ces services comprennent l'indisponibilité des médicaments, signalant un manque de qualité de soins nutritionnels pour certains.

Nombre de localités évaluées où la majorité de la population a été rapportée comme ayant accès à des services de nutrition fonctionnels à moins d'une heure de marche :

Oui	2/4
Non	2/4

Nombre de localités évaluées par les 3 principales difficultés rapportées pour bénéficier d'une prise en charge de services de nutrition⁸ :

	1 ^{ère}	2 ^e	3 ^e
Manque de médicaments	3/4	0/4	0/4
Absence d'infrastructures à proximité	1/4	0/4	0/4
Manque de personnel	0/4	1/4	1/4
Infrastructures détruites durant les combats	0/4	1/4	1/4
Aucun consensus	0/4	1/4	1/4



ÉDUCATION

L'accès à l'éducation semble limité pour certains enfants dans Ouanda Djallé. La difficulté la plus rapportée pour accéder à l'éducation est le taux des frais scolaires. Cela peut contribuer aux raisons pour lesquelles plus de la moitié d'enfants ont abandonné l'école pendant l'année scolaire 2021 à 2022 dans la moitié de localités évaluées (2/4). D'ailleurs, pour les filles et les garçons âgés entre 6 à 15 ans, il a été rapporté que moins de la moitié d'eux suivent l'école au moins 4 jours par semaine, dans la plupart de localités évaluées.

Nombre de localités évaluées par taux de fréquentation scolaire estimé des élèves :

	Filles				Garçons			
	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans	3-5 ans	6-12 ans	13-15 ans	16-18 ans
Aucun élève	3/4	0/4	0/4	0/4	3/4	0/4	0/4	0/4
Une minorité d'élèves (≤25%)	0/4	0/4	1/4	2/4	0/4	0/4	0/4	0/4
Moins de la moitié des élèves (entre 25% et 50%)	1/4	4/4	3/4	1/4	0/4	3/4	0/4	0/4
Plus de la moitié des élèves (entre 50% et 75%)	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4	1/4	3/4	4/4
Une large majorité d'élèves (≥75%)	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4	0/4
Aucun consensus	0/4	0/4	0/4	1/4	1/4	0/4	1/4	0/4

Nombre de localités évaluées par la raison principale de l'accès difficile à une éducation formelle :

Problèmes financiers **4/4**

Dans **2 sur 4** des localités évaluées dans la sous-préfecture de Ouanda-Djallé, il a été rapporté que plus de la moitié des enfants ont **définitivement abandonné l'école** au cours de l'année scolaire 2021 - 2022.



REDEVABILITÉ (AAP)

Les informateurs clés ont rapporté qu'une aide humanitaire a été apportée aux 3 sur 4 localités évaluées dans les 6 derniers mois, mais cette aide était insuffisante en termes de quantité.

Les informations les plus souhaitées par la majorité de la population des humanitaires sont des nouvelles sur ce qui se passe dans la zone où se trouve la localité ou des nouvelles sur ce qu'il se passe dans l'ancienne localité d'habitation. De plus, il a été rapporté que la majorité de la population préfère de partager ses avis avec les humanitaires par réunion communautaire.

Nombre de localités évaluées où une assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois a été rapportée :

Oui **3/4**
Non **1/4**

Nombre de localités évaluées par premier type d'information souhaité par la majorité de la population :

Informations, notamment sécuritaires, de la zone actuelle	2/4
Informations, notamment sécuritaires, de la zone d'origine des communautés déplacées	1/4
Aucun consensus	1/4

Nombre de localités évaluées par moyens préférés par la majorité de la population pour donner un avis aux fournisseurs sur l'aide humanitaire reçue :

Réunion communautaire **3/4**
Face à face à domicile **1/4**

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie « Zone de Connaissance / AoK » a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations à jour concernant les besoins de la majorité de la population vivant dans des zones inaccessibles ou difficiles d'accès, pour lesquelles les informations humanitaires sont insuffisantes.

Lors de l'élaboration de la méthodologie de la MSNA, une composante AoK a été retenue. À la suite d'une consultation avec les acteurs humanitaires opérationnels et de coordination, six sous-préfectures ont été considérées comme difficiles d'accès en raison de contraintes logistiques et/ou de sécurité ne permettant pas le déploiement des équipes d'évaluation : **Bambouti, Ngaoundaye, Ouadda, Ouanda-Djallé, Yalinga et Zangba**. Pour des raisons logistiques et de capacité, dans la sous-préfecture de Bambouti uniquement le chef lieu a été couvert, tandis que la sous-préfecture de Zangba n'a pas été couverte.

Les données ont été collectées par les équipes REACH entre 8 et 21 septembre 2022, à travers des entretiens auprès des IC identifiés et sur la base d'un questionnaire multisectoriel. Les IC ont été identifiés en fonction de leur connaissance des localités ciblées. Notamment, les IC ont été choisis parmi :

- des résidents des localités ciblées se trouvant temporairement dans une localité accessible ;
- des personnes déplacées originaires des localités ciblées, déplacées depuis moins de 30 jours ;
- des commerçants/voyageurs/conducteurs/travailleurs dans des organisations non-gouvernementales (ONG) se rendant régulièrement dans les localités ciblées, dont la dernière visite avait été effectuée moins de 30 jours avant l'enquête.

Lors de l'analyse des résultats, afin d'avoir une vision des besoins à l'échelle de la sous-préfecture, REACH a procédé à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis⁹. **Les résultats présentés doivent être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire dans les localités évaluées de la sous-préfecture de Ouanda Djallé.**

Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour le MSNA, les [termes de référence](#) de l'évaluation sont disponibles en ligne, ainsi que le [questionnaire](#). La [base de données collectées auprès de ménages](#) dans les zones réputées accessibles est disponible pour le téléchargement, sur demande, tandis que la base de données collectées auprès d'IC dans des zones difficiles d'accès n'est pas publiée pour des raisons de protection de données.

À propos de REACH:

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie des données, et toutes ses activités sont menées au travers des mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe de IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT). Les publications de REACH en RCA sont à retrouver [au lien suivant](#).

⁹ Critères basés sur la fréquence des réponses; le type d'IC; la priorisation des informations/réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "Aucun consensus".